

OBSTACLES ET DÉFIS SOCIO-ÉCONOMIQUES DU DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS AFRICAINES

*Regards croisés sur les réalités, les contraintes et les perspectives
de développement en Afrique*



Karim TOU

Expert en Économie et Gouvernance Communautaire

Avec la participation de :

Blaise KIENTEGA

Journaliste – Sociologue

Diassibo Thomas YONLI

Enseignant-chercheur, Juriste

Hermann VALY

Écrivain et Chroniqueur littéraire

Essai socio-économique – Gouvernance & Développement africain

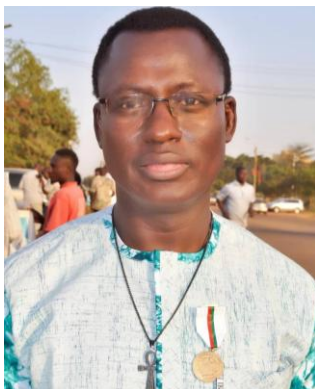
OBSTACLES ET DEFIS SOCIO-ECONOMIQUES DE DEVELOPPEMENT DES SOCIETES AFRICAINES !

Auteur :

- **Karim TOU**, Expert en Economie et Gouvernance Communautaire

Avec la participation de :

- **Blaise KIENTEGA**, Journaliste – Sociologue
- **Diassibo Thomas YONLI**, Enseignant – Chercheur, Juriste
- **Hermann VALY**, Ecrivain et chroniqueur littéraire



Karim TOU



Blaise KIENTEGA



Hermann VALY



**Diassibo Thomas
YONLI**

Table des matières

AVANT-PROPOS	3
RESUME.....	4
INTRODUCTION.....	6
I. LES ASPIRATIONS DES PEUPLES POUR UN DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE SOUVERAIN DES SOCIETES AFRICAINES	7
1) Les années avant 1960 : La lutte pour les indépendances.....	7
2) Les années 1960 : les indépendances pour un développement économique souverain	7
2) Après les années 1960 : Indépendances ou néocolonisation ?	8
II. ECHECS ET FAILLITE DES ETATS NEOCOLONIAUX A LA TETE DES SOCIETES AFRICAINES	9
III. OBSTACLES ET DEFIS SOCIO-ECONOMIQUES DE DEVELOPPEMENT DES SOCIETES AFRICAINES	10
1) L'Administration et les Etats néocoloniaux : le troisième défi majeur de développement des sociétés africaines.....	11
2) Le capital humain et les méfaits de l'acculturation : le deuxième défi à relever pour le développement des sociétés africaines !.....	13
3) Un Leader avisé, courageux et prêt au sacrifice : le premier défi majeur pour la libération et le développement socio-économique des sociétés africaines.....	16
4) Les réformes socio-économiques de développement : le quatrième défi pour le développement des sociétés africaines !	17
5) Un modèle économique alternatif de développement et de refondation des sociétés africaines : le défi impératif pour un développement socio-économique sécurisé et durable des sociétés africaines !	18
IV. LE MODELE ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE NATIONAL : Une alternative socio-économique africaine de développement.....	25
V. MODELE ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE NATIONAL ET LES AUTRES MODELE ECONOMIQUES	28
VI. LES INITIATIVES PRESIDENTIELLES POUR LE DEVELOPPEMENT DU BURKINA FASO : un exemple concret de contournement d'une administration et d'un Etat colonial failli	30
1) Une des raisons d'être des initiatives présidentielles	30
2) Enseignements et leçons à tirer de l'expérience des projets communautaires et initiatives présidentielles du Burkina Faso :	31
3) L'AES face aux obstacles et défis socio-économiques	32
VII. CONCLUSION :.....	33
BIBLIOGRAPHIE	35

AVANT-PROPOS

Au-delà des solutions inefficaces, il faut voir des mauvais diagnostics !

Il est courant dans les débats politiques, de voir les gens comparer le niveau de développement économique extrêmement faible des pays africains, avec celui des pays d'Asie, d'Amérique Latine, et de certains pays d'Europe de l'Est. Il ressort souvent de ces débats, que ces pays après la deuxième guerre mondiale, ou après les années 1960, se sont rapidement développés en intervalle de 20 – 30 ans, alors que les pays d'Afrique sont toujours loin du développement, 65 ans après leur indépendance.

Si l'africain de façon générale est reconnu être intelligent et travailleur, ce retard du continent ne devrait pas s'expliquer.

Mais dans l'identification des raisons liées au retard socio-économiques de l'Afrique lors de ces débats politiques, mais aussi dans la contextualisation lors de l'élaboration des politiques et stratégies de développement économique des pays africains, il ne ressort couramment que les causes superficielles ou visibles classiques à savoir : l'insuffisance ou les mauvaises exploitations des ressources naturelles, l'insuffisance des investissements, la corruption et la mauvaise gouvernance, les instabilités et les crises socio-politiques, le faible taux d'industrialisation, de l'éducation et de l'alphabétisation, le surendettement et les inégalités d'accès aux marchés mondiaux, la monnaie, le retard technologique, etc.

A se limiter à ces causes superficielles classiques pour expliquer les défis économiques et le retard de développement de l'Afrique, on pourra effectivement continuer à comparer et à dire que l'Afrique peut accélérer son développement comme l'ont fait l'Asie et les autres pays développés.

Dans cet article, bien que reconnaissant que ces **causes conjoncturelles et superficielles classiques** sont essentielles pour le développement socio-économique de l'Afrique, nous parlerons des **causes structurelles plus profondes**, qui sont des causes invisibles, cachées ou non révélées.

Des causes structurelles plus profondes qui font que l'africain reste jusqu'ici, le seul être de la planète, incapable de développer socialement et économiquement sa société, malgré son intelligence et son ardeur au travail.

Nous aborderons dans cet article, le mal le plus profond de toute l'histoire de l'humanité qu'a subi les sociétés africaines.

C'est ce mal profond ou ses causes structurelles plus profondes, qui posent les vrais obstacles au développement socio-économique de l'Afrique, que nous aborderons dans cet article. Oui, nous présenterons dans cet article, **l'acculturation et ses conséquences** (l'affaiblissement ou la défaillance de la ressource humaine ou du capital humain), **l'inefficacité de l'administration et des Etats néocoloniaux**, **l'inefficacité des réformes** portant sur des modèles néocoloniaux importés, ainsi que **l'absence d'un modèle économique adapté**, comme les vrais blocages au développement économique de l'Afrique.

Comme on le dit, il n'y a pas de problème sans solution. Pour un problème qui persiste plus de 60 ans, il ne faut pas seulement se limiter à mettre en cause l'efficacité des solutions appliquées. Il

faut voir dans l'échec répété des solutions appliquées, les **mauvais diagnostics** qui ont conduits à ces solutions inefficaces.

Notre analyse va donc au-delà des causes habituelles qui sont couramment avancées ou évoquées jusque-là pour expliquer le retard socio-économique de l'Afrique. Nous mettrons l'accent sur des causes qui sont inhabituellement évoquées ou utilisées pour plusieurs raisons.

RESUME

Les sociétés africaines comme beaucoup d'autres sociétés à travers le monde, ont connu une histoire tumultueuse marquée par la traite négrière, l'esclavage, la colonisation, la mondialisation, etc. Malgré cette histoire commune, les sociétés africaines sont les seules à baigner encore dans un retard socio-économique et politique sans égal.

Les autres sociétés notamment celles d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, ont en quelques années après la grande guerre de 1939 – 1944, trouvé la voie de leur développement.

Les sociétés africaines malgré les indépendances concédées par le colonisateur, malgré les élites intellectuelles diplômées placées à leur tête, malgré les nombreuses politiques et stratégies conçues pour leur développement, malgré les nombreux colloques et sommets au niveau continental et international, sont toujours à la recherche de leur voie pour le développement.

Dans le contexte d'un tel échec répété pendant plus de 60 ans, nous restons convaincus, que ce ne sont pas les intelligences qui ont manqué, ou que ce soient les solutions qui aient été mauvaises, pour expliquer cet état de retard catastrophique pour les sociétés africaines.

Au-delà des solutions inefficaces, nous menons ici une analyse portée sur les mauvais diagnostics qui ont sans doute conduit aux choix de ces nombreuses solutions inefficaces.

Nous mettons l'accent sur les causes structurelles profondes qui auraient empêché n'importe quelle société de se développer fut-elle asiatique, américaine ou européenne, à savoir l'**acculturation** (destruction du capital humain) des populations, **l'imposition ou l'acceptation d'une administration et d'un Etat colonial** fondés sur les principes, la culture, le modèle juridique et de gouvernance du colonisateur, et bien d'autres.

Au-delà de l'influence impérialiste après les indépendances, de la mauvaise gouvernance, de la ventilation et de la mauvaise exploitation des ressources naturelles, des crises socio-politiques, de l'insuffisance des investissements, etc, il faut voir le retard de développement socio-économique de l'Afrique comme celui d'une société en perte de repères dont les causes sont à rechercher dans :

- L'inadaptation et l'inefficacité d'une administration et d'un Etat néocolonial ;
- L'acculturation des populations ou de la ressource humaine (absence d'éthique, de principes et de valeurs des sociétés africaines) ;
- L'absence d'un Leader éclairé digne de confiance à la tête des sociétés africaines ;
- Les mauvaises réformes et stratégies socio-économiques de développement, qui ont échoué et continuent d'échouer depuis plus de 60 ans ;

- L'absence d'idéologie et de modèles socio-économiques et politiques propres aux sociétés africaines notamment l'absence d'un modèle économique africain de développement.

Après avoir fait le constat d'un échec de développement socio-économique dont les défis ou causes sont ci-dessus énumérées, il s'avère nécessaire pour les sociétés africaines (si toutefois elles veulent des résultats certains et efficaces), de trouver des moyens de lever les blocages et de mettre fin à une administration et à un Etat néocolonial inefficace, lourd, et budgétivore.

Ainsi il est nécessaire d'une part, de trouver des dispositifs de contournement d'un appareil d'Etat inefficaces et d'opérer des réformes socio-économiques nécessaires au sein de l'administration, de concevoir et de mettre en place un modèle économique de développement adapté aux sociétés africaines.

Pour la réussite d'une telle démarche, nous proposons à la tête des sociétés africaines, des Leaders éclairés capables de refonder les Etats et les administrations issus de la colonisation, de refonder leur société gangrenée par l'acculturation. Malgré les difficultés certaines liées aux limites de l'administration et de l'acculturation des populations et de l'élite intellectuelle, nous proposons de mettre en place des modèles politiques, économiques, et de gouvernance, inspirés de la culture et des valeurs africaines.

Sur le plan du développement économique, le modèle économique communautaire national, idéologiquement pensé par des leaders et intellectuels africains comme le Professeurs Laurent K. Bado, Joseph Ky-Zerbo, Cheick Anta Diop, Thomas Sankara, Modibo Kéïta, Kwame Nkrumah, etc, se présente comme un modèle africain et offre une opportunité certaine, capable de construire des économies africaines solides, efficaces et résilientes sur la durée pour la prospérité et la souveraineté des sociétés africaines.

Le modèle économique communautaire national se présente comme une autre voie qui offre une opportunité aux sociétés africaines, de contourner les limites et les blocages profonds au développement de ces sociétés.

Les initiatives présidentielles pour le développement du Capitaine Ibrahim Traoré, Président du Burkina Faso, ont été prises comme un exemple qui prouve que les sociétés africaines ont nécessairement besoin d'une nouvelle voie de développement qui se démarque des voies classiques portées jusqu'ici par l'administration et les Etats néocoloniaux.

Dans un contexte où se met en place l'Alliance des Etats du Sahel (AES), avec une devise « **un espace, un peuple, un destin** », nous proposons dans cet article, que les initiatives présidentielles du Burkina Faso si elles sont conceptualisées, modélisées et opérationnalisées en parfaite synergie avec le secteur privé et les institutions habituelles de l'Etat, soient un exemple à prendre en compte pour le développement durable réel de toute l'AES.

INTRODUCTION

Avant l'accession aux indépendances, les peuples africains nourrissaient de profondes aspirations à la liberté et au développement souverain. Cette volonté de se libérer de l'administration coloniale et de conduire eux-mêmes leur destinée, s'est incarnée à travers des leaders charismatiques tels que Sylvanus Olympio, Joseph Ki-Zerbo, Sékou Touré, Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba, Modibo Keita ou encore Ouézzin Coulibaly. Ces figures emblématiques, portaient le rêve d'un développement autonome fondé sur les valeurs, les ressources et les aspirations des peuples africains.

Les années 1960 furent marquées par un immense espoir : celui des indépendances et pour la construction d'un développement souverain. Dans un contexte international relativement favorable, et face à l'impuissance des puissances coloniales à contenir les mouvements d'émancipation, les nations africaines accédaient à la liberté politique. L'enthousiasme était alors porté par la foi en un avenir meilleur et un développement guidé par des dirigeants visionnaires et profondément engagés.

Cependant 65 ans après, les populations africaines se sont davantage appauvries et cherchent de nouvelles solutions au développement de leurs sociétés. Après 65 ans d'indépendance, qu'est-ce qui n'a pas marché ?

Que peut réussir une société avec un Etat dont la forme est imposée et dont la constitution est importée ? Que peut réussir une société dont les populations (acculturées) ont perdu leur culture, c'est à dire leurs valeurs fondamentales et leur identité ? Que peut réussir une société sans une conscience collective et une personnalité collective ? Que peut réussir une société sans un leader avisé à même de la conduire et de défendre ses intérêts ?

Qu'est-ce qui pose les blocages réels au développement social et économique des sociétés africaines ?

Au-delà de l'accession à l'indépendance, au-delà de la démocratie, des révolutions, du programme d'ajustement structurel (PAS), des OMD, des ODD, des nombreuses politiques et programmes stratégiques nationaux de développement, il faut voir, accepter, et explorer les réalités d'un **diagnostic mal posé** par les économistes africains et les élites intellectuelles, sur les raisons du retard de développement socio-économique des sociétés africaines.

I. LES ASPIRATIONS DES PEUPLES POUR UN DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE SOUVERAIN DES SOCIETES AFRICAINES

Quand l'espoir devient très vite une illusion !

1. Les années avant 1960 : La lutte pour les indépendances

Avant les indépendances, les peuples africains ont progressivement pris conscience de la nécessité de se libérer de la tutelle coloniale pour assurer leur propre développement. L'expérience coloniale avait démontré que les administrations européennes ne cherchaient pas le progrès des sociétés africaines, mais plutôt l'exploitation des ressources et la consolidation de leur domination politique et économique.

Cette prise de conscience s'est traduite par la montée de mouvements nationalistes, portés par des intellectuels et des leaders politiques visionnaires tels que Joseph Ki-Zerbo, Sékou Touré, Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba, Modibo Keita ou encore Ouézzin Coulibaly, Cheick Anta DIOP. Ces figures charismatiques partageaient une conviction commune : l'Afrique devait retrouver sa dignité, reprendre en main son destin et construire un développement fondé sur ses propres valeurs et réalités.

Pour eux, la véritable indépendance ne se limitait pas à l'émancipation politique, mais impliquait également une libération économique, culturelle et intellectuelle. Ki-Zerbo par exemple, prônait un développement endogène basé sur les savoirs africains et la valorisation des ressources locales. Kwame Nkrumah quant à lui, défendait l'unité africaine comme condition indispensable à la souveraineté du continent.

Ainsi, à la veille des indépendances, une ferveur populaire animait l'ensemble du continent africain : celle d'un avenir libre, juste et prospère, débarrassé des chaînes coloniales.

2. Les années 1960 : les indépendances pour un développement économique souverain

Le triomphe d'une lutte au prix du sacrifice !

L'accession aux indépendances dans les années 1960 fut accueillie avec enthousiasme et fierté. Ces années marquèrent un tournant historique où les peuples africains reprirent officiellement le contrôle de leurs territoires.

Les Leaders charismatiques au prix de leur vie, étaient en première ligne de ce combat, parmi lesquels on peut citer : Patrice Lumumba, Sylvanus Olympio, Sékou Touré et Kwame Nkrumah, Modibo Kéita, Thomas Sankara, etc.

Leur légitimité reposait sur leur engagement dans la lutte anticoloniale et leur capacité à mobiliser les masses autour d'un idéal de liberté et de progrès. Ils rêvaient d'une Afrique forte, unie et capable d'assurer son propre développement.

L'environnement international semblait également favorable : la décolonisation était encouragée par les Nations Unies, et le contexte de la guerre froide poussait les grandes puissances à soutenir, du moins en apparence, les nouveaux États africains. L'impuissance des colons face à la montée des revendications, les grèves, les révoltes et les mobilisations populaires ont accéléré le processus d'indépendance. Les pays africains pour la plupart, accédèrent ainsi à leur indépendance entre 1958 et 1963.

Cependant, ces jeunes États devaient relever d'immenses défis : bâtir des institutions, créer une économie africaine forte, former une administration compétente et surtout, préserver leur souveraineté dans un monde encore dominé par les anciennes puissances coloniales.

3. Après les années 1960 : Indépendances ou néocolonialisme ?

Indépendance pour les uns, nouvelle forme de colonisation pour les autres !

Très vite, l'enthousiasme des premières années d'indépendance a laissé place à l'horreur et à la désillusion. En effet, si la domination légale ou juridique semblait levée, une dépendance structurelle politique et économique persistait sous d'autres formes, donnant naissance à ce que l'on a appelé le **néocolonialisme**, avec ses modèles politique, social et surtout économique.

Cette nouvelle domination s'exerçait à travers des accords coloniaux et des assassinats de leaders tels que Patrice Lumumba, Sylvanus Olympio, etc. S'en suit alors une nouvelle forme de colonisation économique, culturelle, politique et mentale accélérée.

Les instruments de cette domination furent multiples : la **religion**, utilisée depuis l'époque coloniale pour asseoir la soumission des peuples (comme l'a théorisé Léopold II dans sa fameuse lettre aux missionnaires) s'est renforcée, l'**école**, qui reproduisait le modèle occidental et dévalorisait les savoirs africains, et la **culture**, où les références européennes restaient le modèle à suivre.

Par ailleurs, les **accords coloniaux** signés au moment des indépendances notamment les accords de coopération monétaires ou militaires, ont maintenu les jeunes nations sous la tutelle de leurs anciennes métropoles. Ces accords imposaient des modèles économiques pervers, centrés sur l'exportation des matières premières, et des systèmes de gouvernance calqués sur ceux de l'Europe.

Les puissances coloniales ont également cherché à imposer des dirigeants dociles et à éliminer les véritables leaders de libération. Les assassinats de Patrice Lumumba, de Thomas Sankara, de Sylvanus Olympio, ou les tentatives de déstabilisation de Sékou Touré, Modibo Kéïta et Kwame Nkrumah en sont des exemples tragiques.

Ainsi, derrière le vernis de la souveraineté, de nombreux États africains sont devenus des États néocoloniaux, dépendants économiquement, culturellement et politiquement des puissances étrangères.

A l'actif de ce constat amer, les sociétés africaines ne disposent pas à ce jour d'un **modèle socio-économique** de développement propre à l'Afrique.

Ainsi, l'espoir d'une indépendance s'est transformé en une illusion amère !

II. ECHECS ET FAILLITE DES ETATS NEOCOLONIAUX A LA TETE DES SOCIETES AFRICAINES

Les Etats africains : entre démocratie, crises, terrorisme et révolutions !

Les décennies après les indépendances ont révélé les limites et les échecs de la gouvernance et du modèle néocolonial. Les États africains, privés d'une véritable autonomie politique et économique, se sont retrouvés dans un cycle de dépendance marqué par la pauvreté, voire la misère, la dette et la corruption.

Les politiques de développement imposées par les États occidentaux et les institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI) ont souvent aggravé la situation, notamment à travers les Programmes d'ajustement structurel des années 1990, qui ont affaibli les services publics, désorganisé les économies nationales et accentué la pauvreté et la misère.

Sur le plan politique, la dépendance à l'égard des anciennes puissances s'est traduite par une instabilité chronique : coups d'État, régimes autoritaires, guerres civiles, etc. Les élites nationales, souvent formées dans les écoles coloniales, ont reproduit les logiques de domination et d'exclusion au détriment du bien-être des populations.

Les États néocoloniaux se sont progressivement transformés en États faillis, incapables d'assurer les fonctions régaliennes essentielles : éducation, santé, sécurité et développement économique.

Les sociétés africaines se sont retrouvées avec à leur tête, des États importés dont le modèle est conçu par l'ex-colon. Ce sont ces États importés et inadaptés qui ont mis en place des institutions et une administration qui devrait conduire le développement de ces sociétés.

Bien entendu, l'échec était déjà programmé et bien connu pour un africain bien avisé. ***Ainsi, plus de 60 ans après, les sociétés ont reculé, sont en faillite, plongées dans le terrorisme pour certains, et le développement se fait toujours attendre.***

Ce constat amer est l'échec :

- D'un **Etat colonial** conçu pour les intérêts du maître, et dont la **constitution** (loi fondamentale) sensée régir son fonctionnement et celui de son administration, est importée ;
- D'une **population** dont l'**identité** et les **valeurs** sont **détruites** culturellement, spirituellement, socialement, politiquement et économiquement ;
- D'une **élite intellectuelle** à la tête des Etats et de l'administration, **incapables** de corriger les erreurs de l'histoire, de réfléchir et de concevoir des modèles socio-économiques et politiques africains, pour un développement réel et durable des sociétés africaines ;
- Des **mauvaises reformes** et **stratégies** budgétivores de développement proposées depuis 1960 à nos jours.

III. OBSTACLES ET DEFIS SOCIO-ECONOMIQUES DE DEVELOPPEMENT DES SOCIETES AFRICAINES

Comme nous l'avons abordé dans notre livre « *Economie et Gouvernance Communautaire (EGC)* », il ressort que les causes profondes du sous-développement des sociétés africaines sont à deux niveaux :

- Au niveau **externe** avec l'environnement géopolitique international dominé par les **intérêts et les ambitions impérialistes** des puissances dominantes, notamment occidentales ;
- Au niveau **interne**, par des causes liées à une **crise de mentalité collective**, l'**absence d'Etats** ou **d'institutions** administratives intègres et souveraines, de **réformes structurelles** efficaces, et l'**absence de modèles** économiques et de développement propres aux africains.

Si les sociétés africaines veulent relever les défis économiques et de développement qui s'imposent à elles, elles devront :

- Travaillé à **refonder leurs administrations et leurs Etats** issus de la colonisation qui peinent depuis plus de 60 ans à trouver des voies et des solutions pour conduire leurs sociétés vers le développement ;

- Prendre en compte **les limites de la dimension « ressource ou capital humain »** comme un frein au développement de leurs sociétés et au bon fonctionnement de leurs administrations ;
- Disposer à la tête de leurs sociétés, d'un **Leader avisé**, courageux et prêt au sacrifice pour dénoncer l'Etat colonial et ses blocages, favoriser enfin la libération, la souveraineté et le développement réel ;
- Opérer des **réformes socio-économiques** profondes pour leur développement à travers des infrastructures économiques efficaces, efficaces et ayant un impact réel sur le développement (pauvreté, chômage, pouvoir d'achat, etc.) ;
- Trouver un **modèle économique alternatif** de développement (au côté des modèles coloniaux et importés) efficace et durable pour la création de richesses partagées, la réduction substantielle de la pauvreté et du chômage, l'amélioration du pouvoir d'achat des populations.

1. **L'Administration et les Etats néocoloniaux** : le troisième défi majeur de développement des sociétés africaines

Comment peut-on justifier, que l'Etat africain soit une des causes du retard de développement économique de l'Afrique sous prétexte qu'il est colonial, pourtant il est administré et géré par les africains eux-mêmes ? Si être colonisé suffit à justifier le retard de développement économique, pourquoi les Etats d'Asie et d'Amérique se sont-ils développés ?

Voici des exemples de questions inappropriées et mal posées qui ne favorisent pas la recherche de solutions objectives et efficaces pour l'Afrique. Les questions qu'on devrait se poser sont les suivantes :

L'Etat colonial a-t-il été exporté en Afrique par le colon pour défendre ses principes et ses intérêts oui ou non ? L'Etat colonial a-t-il signé des accords qui condamnent les sociétés africaines et défendent les intérêts du colon oui ou non ? Le colon a-t-il assassiné de nombreux Leaders africains pour imposer des Chefs d'Etat qui leurs sont favorables oui ou non ? Dans ces conditions, comment un Etat, fut-il géré par les africains, peut-il fonctionner pour répondre aux besoins et intérêts de son peuple ?

Les administrations africaines sous la bienveillance des *Etats néocoloniaux* importés, ont passé leur temps à mimer ou copier, voir imposer les modèles (politiques, économiques, culturels) laissés à leurs bons soins par l'ex-colon. L'administration s'est érigée en un instrument avec une multitudes de lois, de réglementations, et de procédures bloquant toute efficacité et tout développement des sociétés africaines.

Les *administrations* africaines soumises à des *Etats néocoloniaux*, sont devenues des institutions **incapables de concevoir, réfléchir et piloter efficacement par elles-mêmes.**

Ce sont elles qui ont entériné et appliqué pendant plusieurs décennies, les **accords coloniaux** proposés ou imposés par le colon, et qui ont déconstruit à jamais nos sociétés politiquement, économiquement, culturellement et socialement ;

Ce sont aussi elles, qui sont garantes des **programmes scolaires et des institutions éducatives**, et qui implémentent depuis plus de 60 ans, une école et une forme d'éducation qui « *désafricanise* » l'africain en l'écartant des réalités culturelles et sociales des sociétés africaines. Si l'école nous a permis de « réussir » individuellement et a permis à nos pays de s'intégrer dans un monde international lui-même en perte de vitesse actuellement, elle a été entre les mains d'une administration et d'un Etat inefficaces, un puissant instrument de destruction social de nos sociétés et de notre culture. Par exemple, c'est avec l'école qu'un africain initialement travailleur, peut être appelé **chômeur** parce qu'il a fait 10 à 20 ans d'étude. Sinon, le mot *chômage* n'existe pas dans les langues africaines (le mot paresseux, oui).

Ce sont encore nos Etats, nos administrations et nos institutions africaines sensées conduire notre développement, qui ont implémenté le **programme dit d'ajustement structurel (PAS)**, qui a détruit économiquement nos Etats et nos sociétés, sans être en mesure de proposer une alternative économique efficace.

Ce sont enfin les administrations et les institutions africaines qui depuis 60 ans, reproduisent au profit de nos Etats, des **modèles, des stratégies économiques et de développement**, calqués sur l'approche proposée par les anciens maîtres, et qui ont toutes échoué de 1960 à nos jours.

Sur le plan social, l'administration dans les sociétés africaines s'est politisée et s'est organisée en clans politiques, amicaux, corporatifs, et même religieux, etc. Ces dispositifs claniques ont permis à certaines personnes de prendre en otages l'administration des sociétés africaines à des fins et intérêts non avoués, mais aussi de prendre en otage la vision de certains leaders et Chefs d'Etat pour les empêcher de réaliser leur objectif de développement.

Vouloir développer les sociétés africaines, c'est d'abord affronter les défaillances d'une administration et d'un Etat colonial gérés par des réseaux d'individus et une corruption érigée en un système savamment nourri par des intérêts individuels. En Afrique, un Chef d'Etat volontaire, définit la vision et la stratégie, mais c'est l'administration qui définit le niveau réel d'exécution et d'atteinte des résultats.

Une telle administration et un tel Etat, s'ils ne sont pas refondés et redéfinis, constitueront encore pour longtemps, l'un des blocages du développement socio-économique des sociétés africaines.

2. Le capital humain et les méfaits de l'acculturation : le deuxième défi à relever pour le développement des sociétés africaines !

En quoi l'acculturation a un lien avec le sous-développement ou le retard de développement économique de l'Afrique ? En quoi l'acculturation empêche une société d'être pragmatique et de poser des actions concrètes de son développement ?

Voici encore des exemples de questions inappropriées et mal posées qui ne favorisent pas la recherche de solutions objectives et efficaces pour l'Afrique. Les questions qu'on devrait se poser sont les suivantes :

La culture est-elle la racine de toute société humaine oui ou non ? Si oui, une société peut-elle se développer sans sa culture ? Si non, l'Afrique a-t-elle perdue sa culture oui ou non ? Si oui, comment peut-elle se développer sans sa culture ?

Existe-il un arbre autonome qui vit, qui grandit et se développe sans ses racines ? Un lionceau ayant grandi parmi les moutons avec l'éducation d'un berger, les pratiques et les valeurs d'un mouton, est-il vraiment un lion ? Est-il capable d'être indépendant et de survivre dans la jungle de la brousse ?

Sans leur culture, comment les sociétés africaines peuvent-elles se développer comme celles d'Asie et d'Amérique latine qui elles, ont gardé leur culture, leurs langues et leur spiritualité ?

Les africains ont tendance à banaliser et à négliger l'impact de l'**acculturation** dans l'incapacité d'une société à se relever après un drame (esclavage, colonisation, destruction de la civilisation, etc) et à se reconstruire. Ils rapportent toutes leurs difficultés aux seules raisons à savoir : le manque de volonté, la méchanceté et l'égoïsme des uns et des autres, l'absence d'amour et de patriotisme, etc. Ils oublient systématiquement, qu'ils ne partagent plus les mêmes valeurs, ne voient plus les problèmes de leur société de la même façon, et ne voient plus les intérêts de leur pays de la même façon.

Des lions domestiqués pendant plusieurs années par un berger, auront nécessairement du mal à se comprendre et à se mettre d'accord, pour rejoindre la brousse, se libérer de leur maître, et prendre leur destin en main. Et même s'ils arrivaient à se retrouver en brousse, comment collaboreront-ils avec les lions qui n'ont pas subi l'influence d'un maître ou d'un berger ?

La question de l'**acculturation** est fondamentale et demeure le deuxième défi majeur pour le développement socio-économique des sociétés africaines. ***C'est ce défi majeur que les sociétés asiatiques et sud-américaines n'ont pas eu à affronter. Ce qui explique leur développement rapide après leur indépendance et après la deuxième guerre mondiale.***

Tout Leader qui qu'il soit, qui souhaite développer une société africaine, devrait d'abord faire face à l'individu africain acculturé en perte de valeurs, et à sa mentalité. Vouloir développer les sociétés africaines, c'est d'abord affronter les africains eux-mêmes avec souvent leur conviction opposée aux intérêts de leur propre société.

Si les peuples d'Asie, d'Europe de l'Est, et de l'Amérique Latine, ont su amorcer leur développement social et économique en espace de deux décennies grâce à leur culture, leur spiritualité propre à eux, et à des modèles économiques et de gouvernances propres à eux, ce n'est cependant pas le même pour les peuples africains.

Les peuples africains eux, après avoir été privés ou avoir abandonné leur culture et leur spiritualité, sont de nos jours perdus dans une lutte sans fin entre démocratie et révolution, toujours divisés ou repartis entre plusieurs religions, et piégés dans des modèles économiques et éducatifs dont ils ont du mal à comprendre la profondeur et les limites réelles.

« Vouloir ou croire que les sociétés africaines peuvent s'en sortir dans leur situation d'acculturation et avec des modèles de développement conçus par les autres, c'est comme croire qu'un lion qui a pris la culture et les valeurs d'un mouton, peut continuer à être un lion et s'affirmer dans la jungle ». Ce lion, vous pouvez l'accuser de tout, l'insulter, il restera ce qu'il est, grâce à sa mentalité de mouton, pendant que les autres lions, les vrais lions (sauvages) avancent **malgré leurs divergences**.

Il est surtout nécessaire ici, de comprendre la spécificité réelle des sociétés africaines et la profondeur réelle du mal africain, pour trouver une solution réelle qui permette le développement social et économique des sociétés africaines. Il faut être capable de construire l'Afrique en intégrant la question de l'**acculturation** et de l'attachement conscient ou inconscient des élites africaines aux idéologies et aux modèles importés.

Concevoir une stratégie économique et de développement, en se basant sur les causes superficielles classiques de l'échec socio-économique en Afrique, en ignorant ou en négligeant ce crime historique jamais égalé qu'est l'**acculturation**, c'est programmer sans doute, 60 années supplémentaires d'échecs, de crimes sociaux, et de débats stériles pour les sociétés africaines.

Le développement socio-économique des sociétés africaines passera impérativement par un **Leader avisé courageux et prêt au sacrifice**, pour affronter et prendre en compte l'**acculturation** et les **limites de la dimension** de la **ressource humaine** africaine.

Ce schéma ci-après, traduit la situation et la réalité de la jeunesse africaine dont les valeurs sont à l'opposé des valeurs que possédaient leurs ancêtres. De nos jours, l'Afrique continue de compter sur une jeunesse aux valeurs perdues, comme elle a par le passé, compté sur des ancêtres qui eux, avaient comme valeurs, le travail, la solidarité, la dignité, l'humanisme, l'honneur, la sincérité, etc.

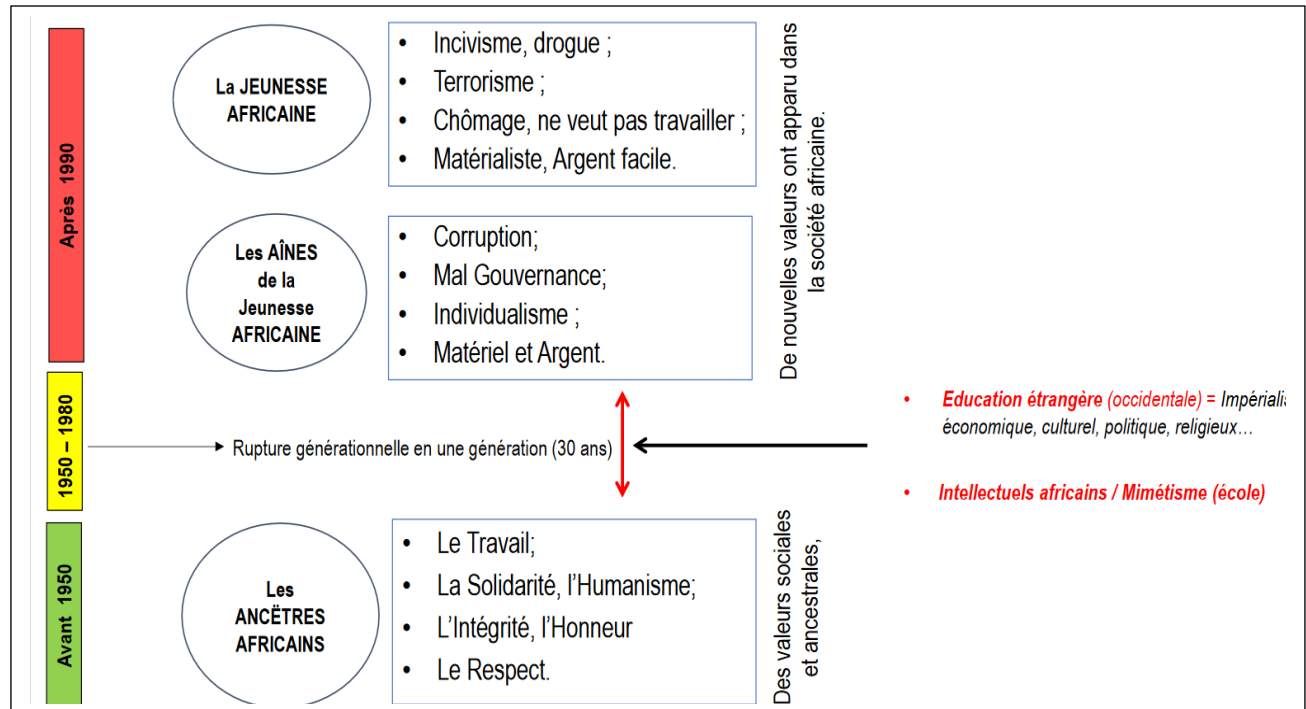


Schéma de la rupture générationnelle avec une jeunesse aux valeurs à l'antipode des valeurs de leurs ancêtres – *Economie et Gouvernance communautaire (EGC)*, Edition IKS 2024 – Karim TOU

- Exemple de l'impact des valeurs de société dans le développement économique et social :
- Cas de la Corée du Sud :

La croissance économique spectaculaire et le développement de la Corée du Sud n'a pas été possible grâce à l'industrialisation et à la technologie, encore moins de stratégies économiques sorties d'universités. Elle a été possible grâce à des ancêtres solidaires, travailleurs, non corrompus, engagés pour la reconstruction de leur société après la guerre des deux Corées. C'est donc une société avec des Leaders et des populations aux valeurs culturelles et ancestrales, qui s'est reconstruite, rendant naturellement possible, une industrialisation et une avancée technologique, qui allait de ce pays, une des premières puissances économiques mondiale.

Pendant que la société sud-coréenne se reconstruisait par ses fils et ses filles sur la base de sa culture et de des valeurs de société, les sociétés africaines quant à elles, se voyaient **construire par le colon** : importation de l'école, de la spiritualité, du style de vie, mise en place des Etat coloniaux avec à leur tête des dirigeants corrompus désigner ou imposés par le colon (coup d'Etat ou assassinats : Kwame Nkrumah, Jules Cris Olympio, Patrice Lumumba, Modibo Kéïta, etc.). La Cote d'Ivoire et le Ghana pourtant en avance sur ce pays, se trouvent largement derrière lui en terme de développement.

Pendant donc que la société sud-coréenne se reconstruisaient (entre 1950 et 1970) avec une culture et des dirigeants acquis à la cause de leur société, pour amorcer son développement, les sociétés africaines s'acculturaient travers l'importation des idéologies, de la civilisation et des modèles de leurs maîtres colonisateurs. L'acculturation est le péché originel du problème de développement social et économique des sociétés africaines !

3. Un Leader avisé, courageux et prêt au sacrifice : le premier défi majeur pour la libération et le développement socio-économique des sociétés africaines

En quoi un individu dit « Leader éclairé » peut-il justifier à travers sa personne, la stabilité politique, la sécurité, ainsi que le développement économique de sa société ? L'Afrique n'a-t-elle pas plutôt besoin du respect de sa constitution, de ses institutions, et de la démocratie, que de compter sur un individu éclairé ?

Ce sont là encore des exemples de questions inappropriées et mal posées qui n'ont de sens que dans la théorie de l'Occident actuel en perte de vitesse. Les questions qu'on devrait se poser sont les suivantes :

Charles De Gaulles, Joseph Staline, MAO Tsé TOUNG, Fidèle Castro, la Reine Elisabeth, etc, ont-ils été des leaders éclairés qui ont fait de leur société ce qu'elle est aujourd'hui oui ou non ? Sont-ils arrivés là où ils sont par un jeu « démocratique » ? La démocratie électorale a-t-elle déjà développé une société ?

Qu'est-ce qui justifie de nos jours, la présence de guides, de princes, de rois ou de reines à la tête de certaines sociétés en Europe, en Asie et en Afrique ? Dans le mode de gouvernance traditionnelle des sociétés africaines, la gouvernance des royaumes et des empires, avait-il assuré la stabilité politique et économique oui ou non ?

Porter le fardeau d'une nation ou d'un peuple acculturé, individualiste et égoïste, perdu dans des débats stériles depuis plus de 60 ans, puis laissé à la merci des modèles et des idéologies des autres, nécessite du **sacrifice**, de la **clairvoyance**, de l'**amour** et du **courage**.

Le développement économique et social de toute société africaine, passera forcément par un Leader éclairé ou avisé, clairvoyant, plein d'amour, moins individualiste, et pétri de courage, à la tête de la gouvernance de cette société.

Au regard de l'impact négatif de l'esclavage, de la colonisation, des modèles économiques et de gouvernance importée, ayant causé l'acculturation et construit des individus africains en quête d'identité, les sociétés africaines ont impérativement besoin d'être **refondées** à travers une approche révolutionnaire qui met en cause les modèles qui ont détruit l'être africain, pour assurer un développement économique et social. L'approche révolutionnaire est synonyme de succès, que lorsqu'elle repose sur une remise en cause des modèles inadaptés et faillis, et propose des alternatives et des modèles adaptés, des modèles propres aux sociétés africaines idéologiquement et mécaniquement adaptés à ces sociétés.

L'exemple actuel de l'AES dans le sahel en Afrique de l'Ouest, présage un départ pour la libération et le développement social, économique et politique de ces sociétés, pourvue que les actions économiques et de développement soient conceptualisées et mises en œuvre idéologiquement et mécaniquement, conformément à leur culture et prenant en compte, la qualité et la nature des ressources humaines actuelles et futures.

En plus de la question complexe des ressources humaines ou du capital humain, lorsqu'on se rend compte que la constitution qui est la loi fondamentale dans ces sociétés de l'AES, est importée et inadaptée (ce qui remet en cause l'efficacité de la justice et le fonctionnement de ces sociétés), que l'Etat à la tête duquel se trouve les vaillants Leaders Ibrahim Traoré, Assimi Goïta et Abdramane Tiani, est lui-même inadapté et importé hors taxes, hors douane (comme le dit le Professeur Laurent Bado), on comprend toutes les difficultés auxquelles font face les révolutions enclenchées dans cette zone de l'Afrique.

Ces Leaders et ces révolutions malgré leurs insuffisances, méritent d'être soutenues, éclairées et accompagnées, pour leurs permettre de répondre aux besoins de refondation de leurs sociétés et aux besoins de la restauration de l'identité de l'africain capable de développer sa société, dans une coopération et dans un respect mutuel avec les autres nations.

4. Les réformes socio-économiques de développement : le quatrième défi pour le développement des sociétés africaines !

Pour répondre aux aspirations des populations et aux besoins de développement des sociétés africaines, il est impératif d'opérer des réformes économiques et sociales profondes qui marquent la différence avec l'ordre l'ancien qui profite à quelques-uns et aux Maîtres penseurs.

Toutefois, ces reformes ou alternatives économiques, doivent impérativement produire des résultats prenant en compte les besoins de la société dans des délais raisonnables.

Si l'individu africain a perdu son identité du fait de l'influence extérieure, l'administration dans la société africaine elle, n'a jamais été une administration africaine, car elle n'a jamais été mise en place pour travailler au profit des sociétés africaines. Avec un Etat lui-même « *importé hors taxe, hors douane* », et une administration elle aussi importée, budgétivore, lente comme une tortue et qui se préoccupe moins des résultats (avec impacts visibles sur les populations) mais qui se satisfait des statistiques aux couleurs vertes, comment arriver à satisfaire les besoins urgents et existentiels des populations et des communautés, à travers des réformes économiques et des actions développement ? Voici une problématique à laquelle il faut répondre quand l'on souhaite entreprendre des réformes en Afrique.

Les réformes socio-économiques dont il est question, consiste à revoir la configuration et l'architecture de l'environnement économique allant de la création et du partage des richesses, aux infrastructures économiques en passant par les acteurs de création des richesses nationales. Elles

consistent à redéfinir le rôle de l'Etat dans l'économie (vision et niveau d'implication, etc.) aux côtés du secteur privé.

Au Burkina Faso, le Président Capitaine Ibrahim Traoré a eu la clairvoyance et le courage :

- d'une part, d'affronter cette problématique en changeant la configuration économique du Burkina Faso par une forte implication de l'Etat dans la création de richesses nationales, par un contrôle accru de l'Etat sur les ressources naturelles, par une forte industrialisation et infrastructures économiques, et par une refondation de l'Etat et de la société burkinabè ;
- d'autre part, d'affronter cette problématique à travers des programmes et des actions économiques de développement qui contournent les dispositifs institutionnels habituels, par la mise en place d'une cellule de coordination des initiatives présidentielles pour conduire les grands projets de développement économiques et communautaires dont l'urgence n'est pas à démontrer.

Face à cette clairvoyance et à cette belle initiative qui contourne la lenteur et la lourdeur d'une administration dont les résultats sont très lents et souvent inefficace, deux questions majeures se posent :

- Comment se passe la collaboration entre l'équipe de coordination des initiatives présidentielles et les équipes de l'administration dont le rôle était de gérer les questions et les projets portés par ces initiatives ?
- Quel est l'impact de cette collaboration sur l'efficacité et l'engagement des différentes parties ?

5. Un modèle économique alternatif de développement et de refondation des sociétés africaines : le défi impératif pour un développement socio-économique sécurisé et durable des sociétés africaines !

De nos jours, l'économie a-t-elle besoin de s'aventurer dans un nouveau modèle qui posera sans doute des débats idéologiques interminables ? L'économie n'a-t-elle pas besoin plutôt de mécanismes pragmatiques pour répondre aux besoins des populations et des sociétés à travers des actions concrètes ?

Voici des questions qui traduisent, soit l'ignorance, soit la méconnaissance de l'histoire et des fondements de l'économie de développement, soit la peur ou l'incapacité de concevoir un modèle économique de développement inspiré de la culture et de la société africaine. Les questions qu'on devrait se poser sont les suivantes :

L'économie et le développement sont-ils d'abord idéologiques oui ou non ? Peut-on, et doit-on se développer obligatoirement avec des modèles et des idéologies des autres ? L'idéologie est-elle culturelle

oui ou non ? Peut-on, et doit-on se développer en renonçant forcément à ses propres idéologies et donc à sa culture ?

Qu'est-ce qui peut expliquer qu'une société africaine renonce délibérément à un modèle économique de développement inspiré de sa culture et de son histoire ? Qu'est-ce qui peut expliquer qu'une société renonce aux idées de développement de ses leaders comme le Pr. Cheick Anta Diop, Pr. Joseph Ky-Zerbo, Pr. Laurent Bado, et aussi à l'interpellation d'autres leaders tels que le Cap. Thomas Sankara, et tout récemment le Cap. Ibrahim Traoré, etc. ?

Lorsque des actions de développement économique sont posées conformément à un modèle économique et de gouvernance imposé et inadapté aux principes et aux valeurs d'une société, elles n'aboutissent pas au développement c'est-à-dire à des résultats capables de satisfaire les besoins fondamentaux (emplois, auto-suffisance alimentaire, etc) de cette société.

Lorsque des actions de développement économique sont posées conformément aux aspirations d'une population ou d'une communauté, elles produisent forcément des résultats satisfaisants. Ces résultats peuvent présenter certaines insuffisances ou être limités dans le temps, si les actions de développement économique ne sont pas posées ou inscrites dans des modèles propres à cette société, c'est-à-dire, si elles ne sont pas inscrites dans des modèles adaptés et conçus pour la société.

L'histoire nous enseigne que les idéologies, les modèles économiques et de gouvernance se sont toujours combattus et se combattent de nos jours. Il suffit de bien comprendre le contexte de la guerre Russo-Ukrainienne, c'est-à-dire le conflit entre l'OTAN et les BRICS, pour comprendre qu'au-delà des intérêts, des divergences politiques et économiques, c'est plutôt des idéologies et des civilisations qui s'affrontent. Et les sociétés africaines dans tout ça ? Doivent-elles s'aligner derrière quel camp, ou doivent-elles assurer leur indépendance en se basant sur leur propre idéologie et leurs propres modèles ?

Des initiatives et des actions économiques et de développement allant dans le sens réel des aspirations des populations pour leur indépendance et leur souveraineté, seront toujours combattues et anéanties par les systèmes et des modèles savamment conçus pour freiner les aspirations de souveraineté de ces populations.

Il suffit de regarder l'exemple du Burkina Faso après l'assassinat de Thomas Sankara, où toutes les actions économiques et de développement ont été bradées ou détruites par le modèle impérialiste en tant que modèle dominant.

Il suffit aussi de voir le cas du Ghana malgré les beaux efforts qui ont été faits par Jerry John Rawlings. La société ghanéenne en terme d'épanouissement et de souveraineté, est aujourd'hui

toujours loin d'une société comme celle de la « petite Suisse », de la Norvège, de la Corée du Sud, du Singapour, etc, qui n'ont pas eu besoin de 60 ans pour se développer et développer leur société. Il suffit encore de voir la « grande Afrique du Sud » qui après le sacrifice de l'emblématique Nelson Mandela, est toujours loin d'être cité parmi les pays développés, comme la « petite Suisse », le « petit Koweït », le Singapour, etc. Si l'Afrique du Sud dispose d'un tissu industriel hors norme comparativement aux autres pays africains, la société sud-africaine notamment les populations des villes et des campagnes, sont semblables aux sociétés de la plupart des pays africains.

Le Ghana, l'Afrique du Sud et bien d'autres pays africains ont beaucoup fait en terme d'investissements économiques et sociaux, mais n'ont pas osé concevoir un modèle économique et de gouvernance convenable et bénéfique à leur société, à même de garantir un minimum d'indépendance et de souveraineté économique.

La nécessité d'une **alternative économique et de développement**, conçue sur les pensées africaines pour les sociétés africaines s'impose. Elle n'est certes pas facile à admettre face une ressource humaine, une administration en quête d'identité, et une élite programmée à ne comprendre que les modèles conçus du maître, mais elle reste la seule voie pour restaurer une société africaine en faillite et la conduire vers le développement.

La mise en place d'une telle alternative impose une nouvelle façon de penser, une nouvelle idéologie propre aux sociétés africaines, pour concevoir et mettre en place un nouveau modèle économique de développement, à même de protéger et de pérenniser toute action ou initiative d'investissement économique et social allant dans le sens des aspirations et de la souveraineté de ces sociétés.

Tableau synthétique des causes et obstacles structurels et conjoncturels au développement socio-économique des sociétés africaines

N°	DEFIS ET OBSTACLES STRUCTURELS AVEC LEURS CONSEQUENCES		DEFIS ET OBSTACLES DIRECTS
	Défis ou obstacles	Conséquences	
1	Administration et Etats néocoloniaux conçus et exportés par le colon : constitution, justice, gouvernance, la stratégie sécuritaire, sont toutes importées. (Nécessitent une refondation de l'Etat)	Constitution importée, justice inadaptée, pillage des ressources naturelles et internes, absence d'idéologie et vraies politiques de gouvernance et de développement : Absence de souveraineté politique, économique, culturelle.	Instabilité politique / Mauvaise gouvernance : corruption, inégalités, pauvreté, chômage, etc. (Nécessite la réforme de l'administration et des institutions)
2	Acculturation de la société, des populations, et absence de conscience collective : perte ou absence de la spiritualité, culture, éducation, sciences, notion d'éthique, modèles, sont tous importés. (Nécessite la refondation ou la restauration de la société avec des valeurs de solidarité, de dignité, de travail, de cohésion, etc.)	Absence de valeurs africaines, de cohésion sociale, de sacrifice pour la Patrie, etc. Absence de souveraineté sociale et culturelle, de patriotisme, d'individus vertueux, sincères, intègres, etc.	Capital Humain non performant, égoïste, (Nécessite la formation ou le développement de la ressource humaine, la réforme de l'éducation, etc.)
3	Absence de Leader éclairé ou d'une personnalité morale représentative . Toutes les sociétés ou corporations sérieuses ont une personnalité morale suivant leur culture : Chef, Roi, Renne, Guide religieux, Constitution souveraine, etc.	Absence d'une orientation de développement bénéfique et consensuelle : problème de choix de gouvernance politique (démocratie, révolution, etc.), de choix économiques, etc.	Instabilité politique, corruption , Absence de choix consensuel et souverains pour la gouvernance, etc. (Nécessite un choix populaire souverain de gouvernance)
4	Absence de modèles économique , de gouvernance propre et adaptés aux sociétés africaines : absence d'idéologie économique et de référentiel de développement. (Nécessite la conception et la définition d'un modèle économique adapté aux sociétés africaines)	Stratégies et choix économiques inefficaces, Mauvaise exploitation et distribution des ressources et des richesses, dépendance économique : pauvreté, chômage, inégalité, corruption, sous-développement, inflation, etc. Absence de stabilité économique et de développement.	Politiques et stratégies économiques inadaptées et inefficaces : concernant les infrastructures, l'industrialisation, l'instabilité économique, la corruption, etc. (Nécessitent des réformes socioéconomiques profondes)
Les défis et obstacles directs au développement socio-économique de l'Afrique, sont des conséquences des causes structurelles.			

Evolution du PIB : Tableau comparatif du PIB nominal des pays africains (cas du Ghana et de la Cote d'Ivoire), par rapport à d'autres pays d'autres continents (Corée du sud, Malaisie, Singapour, Vietnam, Equateur, etc.)

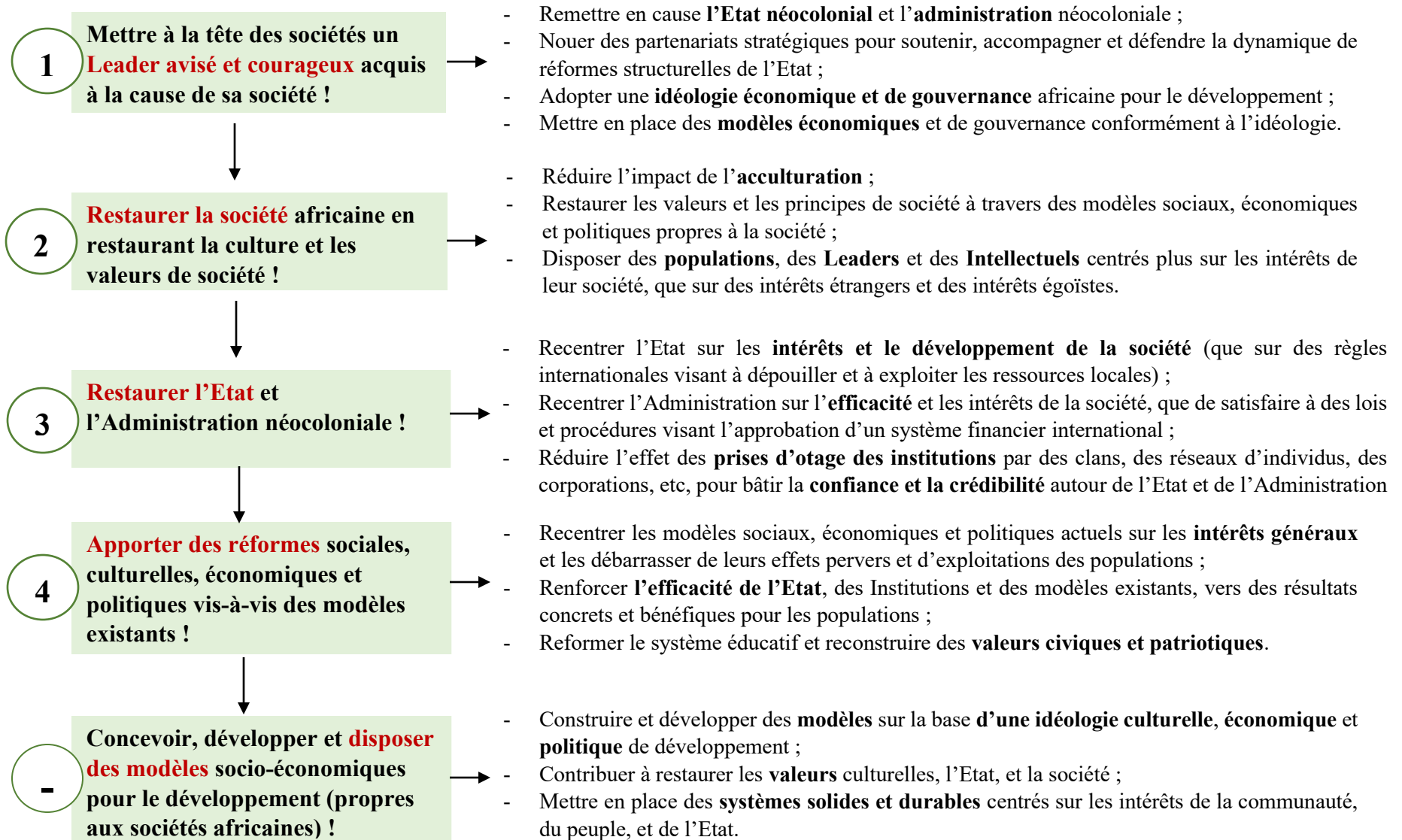
Pays	Continent	PIB vers 1960 (USD approx.)	PIB (≈ 2023–2024 en USD)	Trajectoire économique depuis 1960
Ghana	Afrique	~1,2 Md	~80–85 Md	Croissance réelle, mais irrégulière. Fluctuations et aléas liés aux coûts de la matières premières. Rejet de Kwame Nkrumah par l' Etat néocolonial et par une élite intellectuelle locale acculturée au service de la bourgeoisie et du système du colon.
Côte d'Ivoire	Afrique	~1 Md	~75 Md	Croissance réelle, mais faible. Agriculture exportatrice, industrialisation partielle et dominée par les étrangers (Français Libanais, etc). Un Etat néocolonial géré par un vassal Houphouet Boigny pendant 30 ans, dominé par l'Occident et une élite intellectuelle locale acculturée au service du système et des modèles occidentaux.
Corée du Sud	Asie	~2–3 Md	>1 600 Md	Croissance et rattrapage spectaculaire après la crise des deux Corées. Une croissance rendue possible grâce à une population aux valeurs encrées sur leur culture , et une élite locale exemplaires non corrompue aux valeurs culturelles axées sur la réussite de leur communauté. Une croissance appuyée par une forte industrie et technologie.
Singapour	Asie	~0,7–1 Md	~500 Md	Croissance spectaculaire soutenue par une société fondée sur une culture, une éducation et une vision de développement. Un Hub mondial de finance et du commerce, avec un modèle économique spécifique souverain bien maîtrisé .
Vietnam	Asie	~1–2 Md	~430 Md	Une longue guerre avec les USA pour se libérer du néocolonialisme et disposer d'un Etat souverain . Forte croissance soutenue par des réformes économiques souveraines , forte industrialisation rapide, etc.
Malaisie	Asie	~2–3 Md	~400 Md	Forte croissance grâce à une puissante diversification industrielle. Une société avec de fortes valeurs éducatives et culturelles , avec un modèle économique spécifique souverain bien maîtrisé .
Équateur	Amérique	~2 Md	~120 Md	Dépendance aux matières premières et à la dollarisation, mais a connu une forte croissance après le rejet du système occidental (FMI, BM, etc).
Nigeria	Afrique	~4–5 Md	~450 Md	Forte croissance démographique et économique dominée par le pétrole et autres matières premières, avec une société dominée par la pauvreté et des crises. Mais croissance volatilité et influencée par un modèle économique non maîtrisé qui profite aux intérêts privés et étrangers, et par une élite acculturée au service des intérêts

Sources : Banque mondiale – *World Development Indicators (WDI)*

Pays	Continent	PIB vers 1960 (USD approx.)	PIB (≈ 2023–2024 en USD)	Trajectoire économique depuis 1960
				individuels et occidentaux. Un Etat néocolonial instable influencé par les firmes et puissances extérieures.
Afrique du Sud	Afrique	~7–8 Md	~380 Md	Croissance réelle avec une Industrialisation ancienne réalisée par les blancs (apartheid). Des inégalités structurelles marquées par l'extrême pauvreté et le chômage d'une grande partie de la masse populaire, malgré le niveau économique du pays. Une économie dominée par un modèle économique non maîtrisé qui profite aux intérêts privés et étrangers. Un Etat néocolonial dominé par les firmes occidentales et par une élite au service du système occidental.
Haïti	Amérique	~0,6–0,8 Md	~20 Md	Une faible évolution puis une stagnation du PIB. Un Etat colonial imposé par l'Occident et au service de l'occident, avec une instabilité politique et sociale sans pareil. Haïti est un exemple de scandale du néocolonialisme .
Portugal	Europe	~4–5 Md	~260 Md	Une gouvernance culturellement, politiquement et socialement maîtrisée, avec une stabilité sociale et politique. Intégration européenne réussie jusqu'ici.

- ❖ Jusqu'en **1960 - 1970**, beaucoup de pays étaient proches du Ghana et de la Cote d'Ivoire en terme du PIB : Corée du Sud, Vietnam, Malaisie, etc, (des écarts faibles). **Singapour** était **plus pauvre** que le Ghana et la Cote d'Ivoire. A la différence du Ghana et de la Cote d'Ivoire, ces Etats asiatiques et américains, n'étaient pas gérés par des Leaders désignés ou imposés par l'occident. En plus, ces pays s'appuient sur une société aux valeurs culturelles et spirituelles authentiques avec des populations et une élite intellectuelle non acculturées.
- ❖ **A partir de 1970, on note une divergence massive qui voit la Corée du Sud et le Singapour** entamés une explosion industrielle. Pendant ce temps, **le Ghana et la Côte d'Ivoire connaissent une** croissance lente et instable dominée par l'exportation des matières premières conformément aux accords coloniaux (avec des Chefs d'Etats placés à leur tête par le colonisateur, et avec une élite intellectuelle acculturée qui pense et réfléchit comme le colon).
- ❖ **Haïti** connaît une quasi-stagnation sur environ 75 ans. Au-delà de l'Etat néocolonial et de l'acculturation, c'est un scandale géopolitique de la colonisation.
- ❖ On peut dire que la croissance rapide en Afrique du Sud a été favorisée par les occidentaux et par l'industrialisation pendant l'apartheid, au détriment de la classe populaire. La croissance du **Nigeria est soutenue par une forte** dépendance aux ressources naturelles et males exploitées. Le Nigéria et l'Afrique du Sud ont un modèle économique non maitrisé, en défaveur de la classe populaire, et en faveur d'une élite minoritaire et des grandes puissances.

LE CHEMIN POUR L'INDEPENDANCE, LA SOUVERAINETE ET LE DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE DES SOCIETES AFRICAINES



IV. LE MODELE ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE NATIONAL (M-ECN): Une alternative socio-économique africaine de développement

Les réformes socio-économiques de développement seules, à savoir la redéfinition de l'ossature ou de l'écosystème économique avec une forte implication de l'Etat dans la création des richesses et son contrôle sur les ressources stratégiques, ne suffisent pas à garantir le développement durable réel des sociétés africaines.

L'histoire de l'économie traditionnelle nous enseigne que chaque société disposait d'un modèle économique qui a servi à un moment donné à son épanouissement et à son évolution. L'évolution de la société occidentale, émaillée par la révolution industrielle puis par la lutte des classes, couplée à l'ambition de l'occident de rendre son modèle universel, a fini par exporter les idéologies occidentales sous toutes leurs formes (politique, culturelle, religieuse, et surtout économique), vers les autres contrées du monde notamment en Afrique.

C'est dans ces conditions, que les sociétés africaines après avoir renoncé à toutes les idéologies africaines (culturelle, religieuse, politique et économique), ont accepté de gré ou de force, les différents modèles économiques de développement proposés ou imposés par l'occident notamment.

C'est dans ces conditions, que les sociétés et les universités africaines ne savent et n'enseignent que les modèles économiques occidentaux à savoir l'**économie privée** et l'**économie d'Etat coloniaux**. Et si elles doivent combiner ou mixer les deux modèles, elles se réfèrent encore à l'idéologie occidentale de l'**économie mixte keynésienne**.

Si les Etats asiatiques et d'Europe de l'Est ont su adapter ces modèles économiques en s'appuyant sur leur culture et leur réalité, les Etats africains (eux-mêmes inadaptés) avec des sociétés acculturées, ont accepté et consommé de façon brute, ces modèles économiques inadaptés à leurs réalités.

Aujourd'hui, trois défis majeurs se posent aux sociétés africaines dans la conception de modèles africains :

- Au niveau de l'élite intellectuelle et des universités africaines, comment arriver à comprendre et à croire, qu'il existe un modèle économique africain non encore enseigné dans les écoles et dans les universités ?
- Si le modèle est accepté, comment implémenter un tel modèle qui n'existe pas dans les lexiques économiques classiques sortis des écoles et des universités ?

- Dans son implémentation, comment éviter que le modèle ne soit dénaturé, falsifié et fourrer dans les modèles classiques connus ? Car cela va le rendre inévitablement inefficace et improductif.

L'échec d'un modèle économique africain va nécessairement ternir l'image des idéologies africaines, comme l'a su bien faire l'occident quand elle nous imposait sa civilisation et ses propres idéologies.

C'est dans ce contexte que le **modèle économique communautaire national** (M-ECN), pensé et conçu depuis 2014 sur *une idéologie africaine*, se présente comme un modèle économique africain de développement des sociétés africaines.

Il vient ainsi confirmer :

- L'idée de ***l'actionnariat populaire*** du Professeur Laurent K. Bado comme un modèle économique de développement des sociétés africaines ;
- L'idée de ***développement endogène*** du Professeur Joseph Ki-Zerbo comme la voie d'un développement réel des sociétés africaines ;
- Les ***idéologies et les pensées africaines de l'économie et du développement*** émises et défendues par des Leaders africains tels que Cheick Anta Diop, Joseph Ki-Zerbo, Laurent K. Bado, Kwame Nkrumah, Sékou Touré, Thomas Sankara, etc, aujourd'hui soutenues par les trois Chefs d'Etat de l'AES (Ibrahim TRAORE, Assimi GOITA, Abdrahamane TIANI).

Les sociétés africaines ont eu tort d'enseigner dans leurs écoles et leurs universités, l'économie, les sciences politiques et sociologiques, en excluant les idéologies africaines pensées par ces Leaders africains dont l'image et l'intelligence imposent le respect dans les plus grandes écoles et universités occidentales.

Mais il n'est jamais trop tard pour corriger une erreur historique et refondée une société en crise. Comme on le dit « *un arbre sans feuilles ou sans branches va nécessairement en trouver grâce à ses racines. Mais un arbre sans racines, ne peut se nourrir que d'espoir en ne comptant que sur les bons soins d'un jardinier généreux* »

L'Afrique ne pourra pas continuer à compter sur des africains à la mentalité « falsifiée » par l'histoire et sur des généreux donateurs ou des maîtres gentils et sensibles à sa cause. **Elle doit obligatoirement retrouver sa mémoire et ses pensées, faire recours à ses origines, et concevoir des modèles économiques et de gouvernance propre à elle.**

L'Afrique a aujourd'hui la chance avec l'arrivée du **Capitaine Ibrahim Traoré** comme Leader avisé à la tête de la société burkinabè, comme elle l'a eu par le passé avec Thomas Sankara, Kwame Nkrumah, Modibo Kéïta, Sèni Kountché, etc, pour implémenter un modèle économique africain pensé par les africain et pour les africains. Il l'a dit lors de son message le 28 septembre 2025 à l'issue des 3 ans de la révolution progressiste populaire (RPP) : *il invite les universités burkinabè à réfléchir et à concevoir un modèle économique pour l'Afrique.*

Sa conviction se traduit par *le lancement de l'actionnariat populaire au Burkina Faso*. Qui l'aurait cru ? Il fallait un Leader avisé, courageux et prêt à bouleverser l'ordre habituel des choses, pour lancer une telle initiative pourtant réclamée par le Professeur Laurent Bado depuis plus de 40 ans. Si le Capitaine a eu le courage et a pris sur lui la responsabilité de lancer l'actionnariat populaire, il offre une énorme opportunité au peuple et à la communauté burkinabè, de redéfinir l'ordre mondial (comme le fait actuellement les BRICS) à travers un modèle économique nouveau et propre à l'Afrique.

Il appartient donc au peuple ou à la communauté burkinabè, d'en faire ce qu'il souhaite en faire. Il lui revient de tout faire pour en faire un succès, afin de contredire l'histoire racontée et selon laquelle, « tout ce qui est africain, n'est pas bon ».

Entre le courage et la volonté du Capitaine Ibrahim Traoré, et la rigidité intellectuelle de l'élite burkinabé, se dessine la survie de l'actionnariat populaire.

Aucun individu, aucun africain, ne devrait pouvoir s'enrichir dans un programme d'actionnariat populaire au détriment de la communauté nationale. S'il arrive à le faire, cela s'apparente à l'actionnariat privé ou à l'actionnariat d'Etat, mais pas à l'actionnariat populaire !

L'actionnariat populaire est un modèle idéologiquement et mécaniquement conçu conformément à la culture et au mode de fonctionnement de la société africaine !

La plus grosse menace pour un programme d'actionnariat populaire, est d'abord le risque de sabotage par l'élite intellectuelle africaine qui ne connaît que les modèles enseignés dans les écoles et universités. La seconde grosse menace demeure les autres modèles économiques qui sont égoïstes et s'opposent systématiquement à tout autre modèle !

V. MODELE ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE NATIONAL ET LES AUTRES MODELE ECONOMIQUES

*Il y a dans le monde, trois **idéologies économiques et de gouvernance** ayant conduit à trois modèles économiques qui sont : le modèle économique privé (capitalisme privé : capitaux étrangers, nationaux), le modèle économique d'Etat (capitalisme d'Etat : socialisme, communisme), le modèle économique communautaire national (communautarisme). Source : Economie & Gouvernance Communautaire (EGC), Edition IKS, 2024- Karim TOU !*

- *Le **modèle économique privé** accroît les revenus et enrichi des individus. C'est sa raison d'être et c'est légal ! Il entretient la corruption.*
- *Le **modèle économique d'Etat** accroît les revenus et enrichi l'Etat. Ce qui est légitime et légal. Mais il enrichi aussi certains individus et leurs clans à la tête de l'appareil d'Etat, ce qui est illégal et injuste ! Il est très souvent complice du modèle privé pour entretenir la corruption.*
- *Le **modèle économique communautaire national** accroît les revenus au profit de la communauté nationale conformément aux valeurs des sociétés africaines. Il est légitime, légal, et ne favorise pas les égoïsmes individuels et la corruption !*

Comme il est défini dans notre livre l'« *Economie & Gouvernance Communautaire (EGC)* », les autres modèles économiques orientent les capitaux et les richesses soit vers des individus ou le secteur privé (**modèle économique privé (M-EP)** ou capitalisme privé), soit vers l'Etat (**modèle économique d'Etat (M-EE)** : socialisme, communisme ou capitalisme d'Etat). Ces deux modèles dans leurs idéologies sont antagonistes, se combattent et se rejettent mutuellement et perpétuellement. Quand ils sont incapables chacun à son niveau de répondre aux besoins de développement de la société ou de prendre le dessus l'un sur l'autre, ils s'organisent dans un modèle dit « **modèle économiste mixte** » c'est-à-dire un mixage entre les capitaux privés et étatiques pour des investissements économiques.

Le **modèle économique communautaire national (M-ECN)**, fondé sur une idéologie africaine de l'économie, oriente les capitaux vers la communauté nationale. Conformément à la culture africaine, elle n'est ni égoïste, ni ne combat les autres modèles. Au contraire, il encourage et soutient les autres modèles et crée un équilibre économique (dans la création et le partage des richesses nationales) en impliquant la **communauté nationale** comme un troisième acteur économique aux côtés du **privé** et de l'**Etat**.

Le péché originel du modèle économique privé (M-EP) et du modèle économique d'Etat (M-EE) est qu'ils enrichissent d'une manière ou d'une autre, des individus au détriment des masses populaires.

Pour le M-EP, l'enrichissement individuel constitue même la raison de son existence, c'est-à-dire construire des capitaux et des richesses privés au détriment des masses populaires. Quant au M-EE, il s'est illustré dans beaucoup de pays dans le monde et en Afrique, par un enrichissement de l'Etat certes bénéfique, mais aussi et cumulativement par un enrichissement paradoxal des individus ou d'une classe dirigeante à la tête des appareils d'Etats. Paradoxal, parce qu'il est contradictoire de devenir riche en gérant l'argent des pauvres tant qu'ils demeurent dans la pauvreté.

Le M-EE dans les sociétés africaines, au regard de son incapacité à empêcher l'enrichissement de certains individus à la tête des appareils d'Etat, pose une équation complexe pour les dirigeants ou Leaders animés d'une réelle volonté d'avoir la confiance de leur peuple et de conduire leur société vers le développement à travers la création de richesses partagées.

Ce péché originel du M-EE dans les sociétés africaines, constitue les fondements même de ce modèle économique, où conduire les affaires de l'Etat est pour un individu, est synonyme d'opportunité pour une aisance financière. Offrir un poste ou placer un individu à la tête d'une institution d'Etat, est aujourd'hui perçu comme un « **cadeau pécunier** » offert à cette personne. Ce péché originel, à l'opposé de l'idéologie du modèle lui-même, nous semble désormais un fait normal, car constitue même la pierre angulaire qui maintient le modèle : sans ça, il s'écroule.

Il semble impossible sinon difficile pour un dirigeant africain, de conduire les affaires de l'Etat tout en empêchant l'enrichissement d'une classe dirigeante, au risque de perdre son pouvoir ou sa vie. L'exemple du Capitaine Thomas Sankara est illustratif : il a non seulement perdu son pouvoir, mais aussi sa vie.

Empêcher l'enrichissement des individus dans le modèle économique privé (M-EP) et le modèle économique d'Etat (M-EE), n'est donc pas aisé. Il va donc falloir pour l'instant l'accepter, l'intégrer mais le contrôler, car ces modèles se trouvent être soutenus et renforcés en Afrique par l'acculturation, l'égoïsme, et l'individualisme nourris aux files de nombreuses années.

S'il faut promouvoir les capitaux privés à travers le M-EP, les capitaux d'Etat (et certains intérêts individuels) à travers le M-EE, il sera injuste et même ingrat, de priver la communauté nationale ou les masses populaires, de capitaux et de s'impliquer dans la création de richesses.

C'est en ce sens que le modèle économique communautaire national (M-ECN) vient en tant que modèle pour un équilibre économique dont les acteurs majeurs sont les **individus** (privés), l'**Etat** et la **communauté nationale**.

Il a l'avantage pour une société africaine, d'être tolérant pour les deux autres modèles, de véhiculer les valeurs africaines telles que la légitimité, la solidarité économique, l'enrichissement collectif, le sentiment d'appartenance à la société, etc.

VI. LES INITIATIVES PRESIDENTIELLES POUR LE DEVELOPPEMENT DU BURKINA FASO : *un exemple concret de contournement d'une administration et d'un Etat colonial failli*

1. Une des raisons d'être des initiatives présidentielles

Face aux limites que nous avons soulevées sur les insuffisances du capital humain, de l'administration et des Etats dans les sociétés africaines, un dirigeant bien avisé et désireux de réaliser des résultats au profit des populations dans des délais raisonnables, va miser sur des approches endogènes et pragmatiques. Le Burkina Faso illustre bien cette dynamique à travers diverses initiatives dites « **initiatives présidentielles pour le développement** » du Capitaine et Président Ibrahim TRAORE visant à contourner les blocages d'une administration lente, lourde, budgétivore et très souvent inefficace quand il s'agit des investissements pour le développement des sociétés africaines.

Déjà sous **Thomas Sankara (1983-1987)**, le Burkina Faso avait amorcé une politique de développement endogène et souverain fondée sur l'autosuffisance alimentaire, la production locale, la valorisation des ressources internes et la participation communautaire. Sa devise « ***Produisons et consommons burkinabè*** » symbolisait la volonté de rompre avec la dépendance économique.

Aujourd'hui, d'autres initiatives présidentielles menées par le Capitaine Ibrahim Traoré tentent de poursuivre cette vision, notamment à travers des projets directs portés par la présidence du Burkina Faso en dehors des circuits administratifs classiques. De nombreux programmes d'infrastructures, programmes agricoles, énergies renouvelables, ou encore des initiatives pour l'éducation, pour la jeunesse, pour l'emploi, pour le développement communautaire, pour l'ordre, la discipline et la fraude de toute nature, sont conduits par une équipe de coordination des initiatives présidentielles. Cette démarche, bien que parfois critiquées pour leur centralisation des efforts de développement, traduit une volonté de rupture avec les limites de l'Etat néocolonial en redonnant à la présidence, un rôle moteur dans la conduite du développement. Elles témoignent également d'un désir de restaurer la confiance du peuple sur un Etat failli, pour refonder un Etat digne de confiance et réellement au service de la nation.

Ce cas du Burkina Faso, à travers les initiatives présidentielles, offre un exemple révélateur de la volonté de reconstruire la souveraineté économique et nationale, et de faire du développement de la société burkinabè, une réalité malgré les limites structurelles d'un État failli et d'une administration elle-même consciente de ses limites et de ses réalités.

2. Enseignements et leçons à tirer de l'expérience des projets communautaires et initiatives présidentielles du Burkina Faso :

A regarder au plus profond, les initiatives présidentielles pour le développement et la souveraineté sous toutes ses formes, démontrent qu'une autre voie existe pour le développement des sociétés africaines en dehors des voies connues jusqu'ici que sont l'Etat, son administration, et le secteur privé. Elles démontrent aussi que la confiance est essentielle pour que la société toute entière ou la communauté, croit, soutient, et accompagne toute initiative allant dans le sens de son développement.

Aujourd'hui, la Présidence et le Capitaine Ibrahim Traoré ont l'accord et le soutien systématique de la société burkinabè, pour initier et implémenter toute initiative conformément à leur vision et aux aspirations de la société. Cela s'appelle la **confiance et la crédibilité**. C'est cette confiance et cette crédibilité qui manquent aujourd'hui aux Etats néocoloniaux et à l'administration dans la conduite des affaires des sociétés africaines.

Parlant de ces initiatives présidentielles et actions communautaires au Burkina Faso, il est important de tirer des enseignements et des leçons, et de noter ses forces que sont :

- La capacité du **soutien et de mobilisation systématique** des populations derrière ces initiatives. Ce qui démontre la pertinence de ces initiatives et la confiance dont la société a besoin pour accompagner les actions de développement. Cela démontre aussi qu'on nous a servi en Afrique, des Etats et une administration qui souffrent d'une crise profonde de confiance vis-à-vis de la société ;
- La **pertinence** de ces initiatives et des projets, dont l'approche de mise en œuvre contourne les Institutions inefficaces et budgétivores de l'Etat ;
- La comparaison faite entre les investissements initiés et gérés par les Institutions étatiques habituelles et ceux initiés et gérés par les initiatives présidentielles, montre un écart très remarquable en terme de **coûts d'investissements, de délais, et de qualité**, à l'avantage des initiatives présidentielles ;

- Dans un contexte où on dit que « ce qui appartient à l'Etat n'appartient à personne » et qu'on peut en faire à sa guise, la « **tolérance zéro** » est ce qui prévaut jusqu'ici sur les dérives (utilisations ou usages privés par exemple) et les vols dans les initiatives présidentielles et communautaires.

Sans savoir si ces initiatives présidentielles et communautaires s'inscrivent dans un cadre conceptuel dont le modèle prend en compte les autres modèles à savoir le secteur privé et les Institutions d'Etat, il convient de noter, qu'elles pourraient avoir des insuffisances majeures à long terme. D'où la nécessité de conceptualiser l'approche, afin qu'elle puisse s'intégrer et interagir en bonne synergie avec le secteur privé et les institutions habituelles de l'Etat.

Nous y reviendrons dans notre prochain article consacré à ces initiatives présidentielles et ces modèles qui créent la rupture avec les modèles inefficaces imposés jusque-là.

3. L'AES face aux obstacles et défis socio-économiques des sociétés africaines

Au regard des obstacles et des défis structurels profonds que rencontre le développement socio-économique des sociétés africaines en général et les sociétés de l'AES (Alliance des Etats du Sahel) en particulier, nous pouvons dire que le Burkina Faso a su sous la direction du Capitaine Ibrahim Traoré, répondre en grande partie à ces défis à travers les initiatives présidentielles et les projets de développement communautaire.

Le Mali et le Niger, dans le sens de la devise de l'AES « **un espace, un peuple, un destin !** », devraient chercher à comprendre et à s'approprier l'approche des initiatives présidentielles du Capitaine Ibrahim Traoré, pour qu'ensemble ils puissent, les trois Chefs d'Etat, relever les défis socio-économiques chroniques qui retardent le développement de leur société respective depuis plus de 60 ans.

Cette approche collective de l'AES nécessite de la part du Burkina Faso, la conceptualisation de l'approche des « initiatives présidentielles pour le développement », son positionnement vis-à-vis du secteur privé et des Institutions habituelles de l'Etat, pour son succès et sa pérennité comme modèle endogène de développement de nos sociétés.

Si cela est fait, le secteur privé, les institutions habituelles des trois Etats, et les désormais initiatives présidentielles ou programmes de développement des trois Chefs d'Etats, constitueront des moteurs centraux qui vont conduire l'AES vers un horizon socio-économique jamais vu en Afrique et dans le monde.

CONCLUSION :

La question de développement socio-économique des sociétés africaines implique plusieurs dimensions et plusieurs disciplines.

Durant de nombreuses années depuis 1960, les experts de l'économie et du développement ont proposé des stratégies et des solutions mais qui malheureusement, n'ont pas produit des résultats satisfaisants à l'image des pays d'Asie. C'est dire que les nombreuses stratégies proposées n'ont pas conduit au développement comme attendu par les sociétés africaines. Cette absence de résultats et de développement s'explique par le fait que :

- Ces stratégies et solutions proposées étaient inefficaces ou inadaptées ;
- Les diagnostics posés avant l'élaboration de ces stratégies sont toujours mal posés, car n'impliquent jamais les méfaits et les conséquences de la colonisation (la responsabilité de l'ancien maître : l'Etat colonial, l'acculturation des populations, etc.).

Les experts en économie et développement ont toujours expliqué l'échec des stratégies de développement par la mauvaise gouvernance, la mauvaise mise en œuvre de ces stratégies, les crises et les instabilités politiques, l'insécurité, etc.

Loin de ces raisons, dans cet article, nous avons mis en lumière les causes qui font que nos sociétés "n'existent pas", qui font que nos sociétés ne sont pas elles-mêmes. Car il ne peut y avoir de stabilité et développement économique pour une société qui n'existe pas, qui ne fonctionne pas d'elle-même et pour elle-même.

Désormais, nous sommes invités à comprendre qu'on ne peut définir ou élaborer des stratégies ou des programmes de développement économique pour une société africaine acculturée avec à sa tête un Etat colonial :

- Sans faire référence à l'**inadaptation de l'Etat** qui doit conduire ou implémenter cette stratégie ou ce programme (c'est-à-dire un Etat néocolonial qui fonctionne suivant des principes, des règles et des intérêts déjà définis par un ancien maître) ;
- Sans faire référence aux **méfaits de l'acculturation** qui font que les **individus ou les populations sont programmées** pour agir contre leurs propres valeurs, leurs propres intérêts, et qui n'élaborent les stratégies que pour satisfaire aux exigences et aux instructions des institutions (financières) de l'ancien maître ;
- Sans faire ressortir que les modèles économiques, suivant lesquels ces stratégies ou programmes de développement économique seront mises en œuvre, sont inadaptés à nos

réalités, nous ont été envoyés par les Institutions de Breton Woods, pensé par des Occidentaux pour des Occidentaux pendant et après la révolution industrielle.

Chaque société africaine doit désormais dans l'élaboration de ses grandes stratégies et programmes de développement économique, relever dans ses faiblesses, l'existence d'un État importé souvent falsifié, des populations et des élites éduquées socialement, culturellement, spirituellement, économiquement, et politiquement selon les valeurs et les intérêts de l'ancien maître. C'est ce n'est qu'après avoir établi un tel diagnostic, douloureux certes, mais objectif, sincère, et réaliste, qu'on peut proposer des stratégies et des actions qui vont produire des résultats.

Les sociétés de l'AES l'ont bien compris. Elles constituent aujourd'hui un exemple séduisant d'intégration et de visions qui s'inscrit pour un développement socioéconomique véritable. Ces sociétés ont su :

- Dans un premier temps, porter à leur tête des Leaders éclairés, courageux et engagés pour défendre les valeurs et les intérêts de leur société ;
- Dénoncer les accords politiques et économiques coloniaux qui défendaient les seuls intérêts des anciens maîtres ;
- Se mettre en toute souveraineté dans un nouveau partenariat stratégique avec une superpuissance comme la Russie, en remettant en cause les principes d'un Etat néocolonial qui ne pouvait nouer de partenariats qu'avec l'accord de l'ancien maître ;
- Entamer des réformes profondes en matière économique, politique, et sociale.

Les sociétés de l'AES devront à présent se construire une idéologie économique et de gouvernance conformément à leurs cultures et aux réalités de leurs sociétés. Ensuite, il faudra construire un modèle ou un système politique et économique pour leur développement. Un système ou un modèle capable de faire face désormais à un monde multipolaire où vont s'affronter les idéologies des occidentaux, des BRICS et de l'Afrique via l'AES.

En construisant ses propres modèles politiques et économiques basés sur leurs cultures et leur réalités (pas sur les inspirations occidentales), l'AES sera un modèle de succès de développement réel qui va inspirer les autres sociétés africaines.

Bien sûr que "l'hiver noir" qui est aussi témoignage que les sociétés de l'AES sont sur la voie de libération et du développement réel, viendra pour empêcher ce succès. Mais tant que l'idéologie et le modèle économique de développement sera bien compris par les peuples, et tant que les peuples

seront toujours engagés derrière leurs leaders et Chefs d'Etat, l'hiver noir passera et verra le triomphe de l'AES et de toute l'Afrique.

BIBLIOGRAPHIE

- ***Economie et Gouvernance Communautaire (EGC) 2024*** : Un modèle économique de développement des sociétés africaines attachées à leur identité et à leur culture - Karim TOU
- ***Le modèle économique communautaire national (M-ECN)*** : pour une alternative économique pour un développement endogène de l'Afrique ! Karim TOU & Collaborateurs
- ***Le gréganisme africain ou la mort !*** une idée de modèle de développement social et économique, Laurent Bado
- ***La grande désillusion (Globalization and Its Discontents)***, Joseph E. Stiglitz (prix Nobel d'économie et ancien économiste en chef de la Banque mondiale),
- ***Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism***, Kwame Nkrumah,
- ***Les Damnés de la Terre***, Frantz Fanon
- ***A quand l'Afrique ?*** Joseph Ky-Zerbo (enjeux historiques, culturels, économiques et politiques du continent africain, identité et avenir face à la mondialisation)
- ***Le Capital***, Karl Marx
- ***La Route de la servitude (The Road to Serfdom)*** : l'échec des économies socialistes au XX^e siècle, Friedrich A. Hayek

Décembre 2025

Auteur :

Karim TOU,
Expert en Economie et Gouvernance Communautaire
Ouagadougou – Burkina Faso

L'IDEOLOGIE DU MODELE COMMUNAUTAIRE NARTIONALE (I-MCN)

L'IDÉOLOGIE et la PENSÉE ÉCONOMIQUE & de GOUVERNANCE africaine



Pr Laurent BADO



Pr C. A. DIOP



Pr J. K. ZERBO



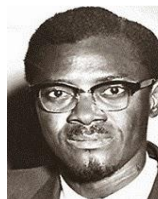
O. COULIBALY



M. KEITA



S. TOURE



P. LUMUMBA



K. NKRUMAH



Cap. T. SANKARA

Quelques PRECURSEURS de la pensée et de l'idéologie du MODÈLE ÉCONOMIQUE & de GOUVERNANCE AFRICAIN



Gle A. TIANI



Cap. I. TRAORE



Gle A. GOITA

les HERITIERS et DEFENSEURS de la pensée et de l'idéologie du MODÈLE ÉCONOMIQUE & de GOUVERNANCE AFRICAIN

Une génération de Leaders mal compris, mals accompagnés, et souvent arnaqués par des individus acculturés, hypocrites, et savamment organisés depuis 1960 !

L'héritage est un lourd fardeau. Il mérite d'être bien compris et assumé avec succès. Tout échec, peut être le début d'un abandon définitif pour les générations présentes et futures !

Un modèle économique et de gouvernance des sociétés africaines attachées à leur identité et à leur culture.



La **CULTURE** et l'**EDUCATION** au cœur de la pensée **ÉCONOMIQUE** africaine et le **DEVELOPPEMENT** !



L'**ACTIONNARIAT POPULAIRE** : une **PENSEE** et une **IDEE ECONOMIQUE** du Professeur Laurent Kilachu BADO !



ENTREPRENEURIAT COMMUNAUTAIRE PAR ACTIONNARIAT POPULAIRE : un **PROGRAMME ECONOMIQUE** du Capitaine Ibrahim TRAORE !



Le MODELE ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE NATIONAL (M-ECN)



***Un modèle économique de développement
des sociétés africaines attachées à leur
identité et à leur culture !***

Karim TOU

Suivant les principes fondamentaux de l'économie qui est de garantir le développement sur la base d'une idéologie endogène, c'est-à-dire assurer l'organisation et la bonne gestion de la société, organiser les activités de consommation, de création et de répartition des richesses, favoriser la mise en place et le développement des infrastructures socio-économiques, le **Président Capitaine Thomas Sankara** reste à ce jour, le **meilleur économiste Burkinabè** de tous les temps. Sous son règne et en espace de **4 ans seulement**, il a fait en termes de développement, d'éducation et de santé, d'autosuffisance alimentaire, et d'infrastructures socio-économique, ce qu'aucun économiste ou régime politique n'a pu faire sur les 65 années d'indépendance du Burkina Faso.



A travers sa révolution démocratique et populaire (RDP), son **programme** ou sa **stratégie économique** jamais égalée en tant que **Leader éclairé** fut :

- La reprise en main et la révision de l'administration et de l'Etat néocolonial ;
- L'éducation des populations et la mobilisation populaire ou communautaire ;
- La définition et la mise en œuvre d'un programme socio-économique de développement ;
- La mise en place d'infrastructures socio-économique (éducation, santé, logements sociaux, industries, etc.).

Malheureusement, en l'absence du soutien des intellectuels universitaires (économistes, sociologues, juristes, anthropologues, historiens) pour ériger ce programme en modèle ou système économique endogène de développement des sociétés africaines, tous les acquis de la RDP se sont effondrés à partir des années 1990 avec l'avènement du PAS (programme d'ajustement structurel du FMI) soutenu par les intellectuels et Experts de développement africains.

Aujourd'hui sous la RPP (révolution progressiste populaire), la même **idéologie et la même stratégie économique** avec quelques variantes dans sa forme, est de nouveau en place. Si la RPP atteint ses objectifs et relève les défis actuels des populations burkinabè, le **Président Capitaine Ibrahim Traoré** sera le **deuxième meilleur économiste burkinabè** de tous les temps.



La question qu'on est en droit de se poser est la suivante : « **verra-t-on enfin la conception, la modélisation et la mise en place d'un modèle économique endogène africain, pour pérenniser les acquis économiques et de développement de la RPP sur des dizaines voire des centaines d'années ?** »

Les **politiques et les programmes économiques et de développement** ont une **histoire**. Pour comprendre leur histoire il faut toujours faire recours au contexte occidental, asiatique, ou étranger. L'**Afrique** s'illustre dans l'histoire de l'économie et du développement par son absence, par l'absence de son **idéologie**, de sa **culture**, et de son **modèle** !



Auteur :

- *Karim TOU, Expert en Economie et Gouvernance Communautaire*

Avec la participation de :

- *Blaise KIENTEGA, Journaliste – Sociologue*

- *Diassibo Thomas YONLI, Enseignant – Chercheur, Juriste*

- *Hermann VALY, Ecrivain et chroniqueur littéraire*